

L'événement: La révolte des salariés

Jeudi 17 Septembre 2009

par Jérémy Mercier

Caterpillar, New Fabris, Unilever Amora, Nortel France, Ford, Schweitzer-Mauduit, Continental, Michelin, Goodyear, Molex, Chaffoteaux-et-Maury... Rarement, l'insolence des industriels et du patronat ne s'était si clairement mise en évidence. La soumission à l'argent et à la concurrence prime sur le sort et la vie de salariés et de leurs familles. D'une part, les statistiques de l'INSEE, rendues publiques le 3 septembre, indiquent une hausse vertigineuse du chômage avec un taux supérieur à 10% pour Noël. Les plans de licenciements se multiplient, avec leur cortège de plans sociaux, et des milliers de salariés sont mis sur le carreau. Une prévision de 800 000 chômeurs de plus cette année montre la réalité d'une profonde crise économique et sociale en France. Mais les mesures du gouvernement semblent protéger les délocalisations et le cynisme des multinationales et des actionnaires. A croire que la vraie délinquance est beaucoup plus dans ces sphères d'argent et d'arrangements entre amis que dans la rue. D'autre part, dans la période que nous traversons, qui est la pire récession depuis l'après-guerre, ces fermetures d'usines réactivent le thème de la lutte des classes et permettent de comprendre que la rentrée s'ouvre sur des conflits durs où des manifestations devraient s'amplifier.

Retour sur le pillage industriel

La logique du profit, de la « souplesse », du « bonus » et d'une « meilleure compétitivité » aboutit cette année à de nombreuses fermetures d'usines. Comme l'a dit, avec suffisance, Laurence Parisot dans Le Monde (02.09.09) : « Si l'on reste sur le rythme du début d'année, près de 70 000 entreprises vont disparaître en 2009 et, avec elles, des centaines de milliers d'emplois ». Les dirigeants du groupe italien Ariston Thermo Group (ATG), qui n'ont cessé de dépouiller l'usine de Chaffoteaux-et-Maury, de la vider de ses machines et de ses salariés, ont compris le mode d'action du patronat mondialisé par temps de crise : faire plus de 65 millions d'euros de profits ces trois dernières années dont un bénéfice 2009 à 7,8 millions d'euros, soumettre les employés à une productivité aliénante, profiter du « rythme du début d'année » pour supprimer 207 emplois, s'en aller. Rien n'arrête les multinationales qui « dégraissent » et surtout pas la peur de s'octroyer des droits supérieurs au Code du travail. Les grands de ce monde ont souvent mépris pour la chose publique et la légalité. Si après cet été la spéculation financière reprend des couleurs, une catégorie de personnes, le « peuple », en subit la douloureuse épreuve. Le « rythme du début d'année » se poursuivra.

Cartographie des « restructurations »

Dans le groupe Unilever Amora, l'usine historique d'Amora-Maille à Dijon a fermé le 17 juillet après quasiment 100 ans d'activité. Une autre a aussi fermé ses portes près d'Auxerre. 120 salariés sont à la porte, avec familles et traites à payer. Pour le papetier américain Schweitzer-Mauduit, la réorganisation de son site de Quimperlé (Finistère), annoncée ce 11 septembre, se traduit par la suppression de 106 emplois, soit 15% des effectifs, en plus de la suppression de quelques 210 postes par la fermeture récente des Papeteries de Malaucène (Vaucluse). L'industrie automobile est, elle aussi, sacrifiée. Après Continental et Goodyear, Michelin délocalise et envisage de faire disparaître 3.500 emplois en France. Suite à la fermeture de son usine Kléber à Toul (Meurthe-et-Moselle, 826 salariés), le groupe engage un vaste plan de restructuration visant à supprimer « 1.093 postes dès 2010 », avec notamment la fermeture du site Sodemeca à Noyelles-lès-Seclin (Nord), qui emploie 276 salariés. Le fameux « rythme » sera antisocial ou ne sera pas. Pendant ce temps-là, le gouvernement donne 360 milliards d'euros aux banques, permet de provisionner les traders de la BNP Paribas d'un milliard d'euros de bonus, veut autoriser le travail le dimanche, liquider la Sécurité sociale, privatiser La Poste et briser toutes les résistances.

Résistance

Des salariés tentent le tout pour le tout. A l'usine New Fabris et Continental de vives réactions ont vu le jour, de même qu'à Caterpillar où l'intersyndicale de l'entreprise avait retenu quatre cadres au siège de la société pour contester la suppression annoncée de 733 postes. Ainsi, les 366 salariés licenciés de l'usine New Fabris, mise en liquidation judiciaire, ont menacé de faire exploser l'usine. A Continental de Clairoux dans l'Oise, six ouvriers ont été condamnés à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis pour le « saccage » de la sous-préfecture de Compiègne. Ils refusaient la suppression de 1120 emplois. A chaque fois, les moyens d'actions se radicalisent et nécessitent la mise en oeuvre de processus de résistance. A Ploufragan (Côtés d'Armor), les ouvriers de Chaffoteaux ont, entre autres, ouvert un site internet pour les soutenir (http://soutien.chaffoteaux.over-blog.com/), car 207 suppressions d'emplois

ont été confirmées par la direction fin juin.

Le printemps 2009 comptait déjà plus de trois millions de salariés en grève dans les rues. Gageons que la rentrée sociale sera l'occasion de résister au « rythme du début d'année ». A l'usine Molex de Villemur (Haute-Garonne) la solidarité était vive ce début septembre. Des « Conti », des « Ford » de Blanquefort, des futurs licenciés ont décidés de s'unir et s'entraider pour contrer la décision des dirigeants américains de cette usine de se débarrasser des 283 salariés. Les forces sociales devront se coordonner, en particulier pour remettre en cause un système politique et social aussi injuste qu'illégitime.

Jérémy Mercier

<http://www.le-groupe-republique.fr>

Le Groupe République!